

# ASSEMBLÉE NATIONALE

18 octobre 2024

---

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Tombé

## AMENDEMENT

N ° II-CD105

présenté par

Mme Sabatini, M. Blairy, M. Barthès, Mme Bouquin, M. Dutremble, M. Evrard, M. Guibert,  
M. Houssin, M. Humbert, Mme Lechanteux, M. David Magnier, M. Marchio, M. Markowsky,  
M. Meurin et M. Vos

-----

### ARTICLE 42

#### ÉTAT B

**Mission « Écologie, développement et mobilité durables »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	0	0
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, information géographique et météorologie	0	0
Prévention des risques	0	0
Énergie, climat et après-mines	0	0
Service public de l'énergie	0	10 000 000
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	0	0
Sûreté nucléaire et radioprotection	0	0
Plan national d'entretien et de modernisation du réseau d'eau ( <i>ligne nouvelle</i> )	10 000 000	0
<b>TOTAUX</b>	10 000 000	10 000 000
<b>SOLDE</b>	0	

### EXPOSÉ SOMMAIRE

L'état du réseau d'eau en France est catastrophique. Aujourd'hui, 6 milliards de mètres cubes d'eau potable sont produits, dont 22 % seraient perdus à cause des fuites, un pourcentage pouvant atteindre 40 % localement. Ainsi, 1,3 milliard de mètres cubes d'eau potable disparaissent dans les canalisations, soit l'équivalent de la consommation annuelle de 18 millions de personnes. Le réseau d'eau potable couvre l'ensemble du territoire avec 900 000 kilomètres de canalisations.

Les principales causes de ces pertes d'eau massives sont avant tout l'âge avancé du réseau et son manque d'entretien. Selon l'Office français de la biodiversité, 60 % du réseau national a été posé dans les années 1970. De plus, 20 % de ces canalisations sont en fonte grise ou en acier, des matériaux cassants et corrodables, favorisant les fuites.

Cet amendement vise à allouer 10 000 000 d'euros à un nouveau programme intitulé "Plan national d'entretien et de modernisation du réseau d'eau". Pour assurer sa recevabilité, une somme équivalente de 10 000 000 d'euros est prélevée sur l'action 09 "Soutien aux énergies renouvelables électriques en métropole continentale" du programme 345 "Service public de l'énergie".